

MAITRE D'OUVRAGE



MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

**REMISE EN SERVICE DE LA STATION D'AVITAILLEMENT DU
PORT DE BANDOL**

**Marché à procédure adaptée
(Article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016)**

**ACTE D'ENGAGEMENT
(A.E)**

LOT 3 : ELECTRICITE PISTES

SOMMAIRE

<u>PREAMBULE</u>	<u>3</u>
<u>ARTICLE 1 - CONTRACTANT(S)</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 2 - OFFRE DE PRIX</u>	<u>6</u>
<u>ARTICLE 3 – DUREE ET DELAIS D’EXECUTION</u>	<u>6</u>
<u>ARTICLE 4 - PAIEMENTS</u>	<u>7</u>
<u>ANNEXE N°1 : DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE</u>	<u>9</u>
<u>ANNEXE N° ... : DESIGNATION DES CO-TRAITANTS ET REPARTITION DES PRESTATIONS</u>	<u>13</u>

PRÉAMBULE

POUVOIR ADJUDICATEUR

SEML SOGEBA

REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

MONSIEUR LE PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL DE LA SOGEBA

OBJET DE LA CONSULTATION

**TRAVAUX DE REMISE EN SERVICE DE LA STATION D'AVITAILLEMENT DU PORT DE BANDOL
LOT 3 ELECTRICITE PISTES**

CADRE DE LA CONSULTATION

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

ORDONNATEUR

MONSIEUR LE PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL DE LA SOGEBA

REPRESENTANT DE LA PERSONNE CONTRACTANTE

MONSIEUR LE PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL DE LA SOGEBA

SIGNATAIRE DES PAIEMENTS

MONSIEUR LE PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL DE LA SOGEBA

ARTICLE 1 - CONTRACTANT(S)

☐

(1)

Je soussigné,

(1) Cochez cette case si vous répondez en tant qu'opérateur économique unique

Nom et Prénom :	
------------------------	--

A compléter, au choix, selon la nature de l'entreprise

Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :	
Domicilié à :	
Téléphone :	

Ou

Agissant pour le nom et pour le compte de la société : <i>Intitulé complet et forme juridique de la Société</i>	
Au capital de :	
Ayant son siège social à :	
Téléphone :	
Courriel :	
Site internet :	
Immatriculé(e) à l'INSEE :	
Numéro d'identité d'établissement (SIRET) :	
Code d'activité économique principale (APE) :	
Numéro d'inscription au RCS ou RM :	

- Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières et des documents qui y sont mentionnés,
- Et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations visés aux articles 51 et 52 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ;

M'engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le Règlement de la Consultation ou, en cas de report de la date de remise des offres, la nouvelle date communiquée et confirmée aux opérateurs économiques ayant retiré le Dossier de Consultation des Opérateurs Economiques.



(2)

Nous soussignés,*(2) Cochez cette case si vous répondez en tant que groupement d'opérateurs économiques***Mandataire :**

Nom et Prénom :	
------------------------	--

A compléter, au choix, selon la nature de l'entreprise

Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :	
Domicilié à :	
Téléphone :	

Ou

Agissant pour le nom et pour le compte de la société : <i>Intitulé complet et forme juridique de la Société</i>	
Au capital de :	
Ayant son siège social à :	
Téléphone :	
Courriel :	
Site Internet :	
Immatriculé(e) à l'INSEE :	
Numéro d'identité d'établissement (SIRET) :	
Code d'activité économique principale (APE) :	
Numéro d'inscription au RCS ou RM :	

- Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières et des documents qui y sont mentionnés,
- Et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations visés aux articles 51 et 52 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ;

M'engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le Règlement de la Consultation ou, en cas de report de la date de remise des offres, la nouvelle date communiquée et confirmée aux opérateurs économiques ayant retiré le Dossier de Consultation des Opérateurs Economiques.

ARTICLE 2 - OFFRE DE PRIX

2.1 – Montant du marché : Le présent marché ne comporte pas de tranche d'exécution.

Le montant du marché tel qu'il résulte de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire s'élève à :

Montant Hors Taxes : (en chiffres).

TVA au taux de 20% : (en chiffres).

Montant Toutes Taxes Comprises : (en chiffres).

.....
..... (en toutes lettres).

2.2 Montant sous-traité : Conformément aux dispositions des articles 133 à 137 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, les éventuels sous-traitants devront être acceptés et les conditions de paiement de leur contrat de sous-traitance agréées par le Pouvoir Adjudicateur suivants les mesures ci-après :

2.2.1 Montant sous-traité désigné au marché : L' (les) annexe(s) n° (à compléter) au présent Acte d'Engagement indique(nt) la nature et le montant des prestations qui seront éventuellement exécutées par un (des) sous-traitant(s) payé(s) directement.

Le montant total des prestations ainsi sous-traitées est de :

Montant Toutes Taxes Comprises : (en chiffres).

..... (en toutes lettres).

2.3 Créance présentée en nantissement ou cession : La créance maximale présentable en nantissement ou cessible est ainsi de :

Montant Toutes Taxes Comprises : (en chiffres).

..... (en toutes lettres).

ARTICLE 3 – DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

3.1 Durée du marché : Le marché prendra effet à compter de sa date de notification jusqu'à la réception sans réserve des travaux.

3.2 Lieu d'exécution : Les prestations sont à réaliser à la capitainerie du Port de Bandol, 83150 Bandol.

3.3 Délai d'exécution : Le délai d'exécution démarre le jour de la notification du marché.

Les travaux débiteront au plus tôt le lundi 28 mai 2018 et devront se terminer au plus tard le vendredi 29 juin 2018 (soit 25 jours ouvrés).

Le titulaire peut cependant proposer un délai inférieur qui deviendra le délai contractuel :

« Je m'engage (nous nous engageons) sur le délai d'exécution inférieur suivant :

Délai proposé par le titulaire : (en jours ouvrés).

ARTICLE 4 - PAIEMENTS

Le Maître d'Ouvrage se libèrera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants :

☐ ⁽¹⁾ **Opérateur économique unique**

⁽¹⁾ Cochez cette case, remplissez les cadres ci-après et cochez la case utile si vous répondez en tant qu'opérateur économique unique.

- Ouvert au nom de :
- Domiciliation :
- Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :
- IBAN :
- BIC :

J'affirme, sous peine de résiliation du marché ou de mise en régie à ses torts exclusifs, que l'opérateur économique pour lequel j'interviens ne tombe pas sous le coup de l'interdiction concernant les liquidations, les faillites personnelles, les infractions au Code général des impôts, les interdictions d'ordre législatif, réglementaire et de justice ou sous le coup de l'interdiction découlant des dispositions des articles 45 et 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.

☐ ⁽²⁾ **Groupement d'opérateurs économiques**

⁽²⁾ Cochez cette case, remplissez les cadres ci-après et cochez la case utile si vous répondez en tant que groupement d'opérateurs économiques solidaires.

- Ouvert au nom de :
- Domiciliation :
- Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :
- IBAN :
- BIC :

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur¹ :

- ☐ un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire;
- ☐ les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

NB : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que seules les dispositions du CCAP s'appliquent.

Nous affirmons, sous peine de résiliation du marché ou de mise en régie à leurs torts exclusifs, que les opérateurs économiques pour lesquels nous intervenons ne tombent pas sous le coup de l'interdiction concernant les liquidations, les faillites, les infractions au Code général des impôts, les interdictions d'ordre législatif, réglementaire et de justice ou sous le coup de l'interdiction découlant des dispositions des articles 45 et 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.

¹ Cocher la case correspondant à votre situation

OFFRE ETABLIE EN UN SEUL ORIGINAL

A : _____, le :

Cachet et signature de la personne habilitée à engager l'opérateur économique ou le groupement d'opérateurs économiques précédée de la mention manuscrite « Lu et accepté » :

ACCEPTATION DE L'OFFRE

Est acceptée la présente offre pour valoir Acte d'Engagement.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent marché signé à Bandol, le :

Signature du Représentant du Pouvoir Adjudicateur :

Philippe ROCHETEAU
Président de la Sogeba

L'offre est complétée par les annexes suivantes² :

- ☐ Annexe n°... relative à la présentation d'un sous-traitant (ou DC4) ;
- ☐ Annexe n°... relative à la désignation et répartition des cotraitants en cas de groupement
- ☐ Annexe n°... relative aux demandes de précisions ou de compléments sur la teneur des offres (ou OUV6) ;
- ☐ Annexe n°... relative à la mise au point du marché (ou OUV11) ;
- ☐ Autres annexes (A préciser) :

² Cocher la case correspondante

ANNEXE N°1 : DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE

A - Identification du pouvoir adjudicateur.

- Désignation du pouvoir adjudicateur :

Sogeba – Capitainerie du Port – 83150 BANDOL

- Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

Monsieur le Président de la Sogeba

B - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

Travaux de remise en service de la station d'avitaillement du port de Bandol.

Lot 3 : Electricité pistes

C - Objet de la déclaration du sous-traitant.

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

(Cocher la case correspondante.)

- ☐ une annexe à l'acte d'engagement remis par le candidat ;
- ☐ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;
- ☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

D - Identification du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET ; à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des [LCD](#). En cas de groupement d'entreprises candidat ou titulaire, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations]

E - Identification du sous-traitant.

- Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro SIRET :

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

■ Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)*

■ Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct *(article 135 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016)* :

(Cocher la case correspondante.)

☐ NON

☐ OUI

F - Nature et prix des prestations sous-traitées.

■ **Nature des prestations sous-traitées :**

■ Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :

- Taux de la TVA :
- Montant maximum HT :
- Montant maximum TTC :

■ **Modalités de variation des prix :**

G - Conditions de paiement.

■ Compte à créditer :

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

■ Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :

■ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance : ☐ NON ☐ OUI
(Cocher la case correspondante.)

H - Capacités du sous-traitant.

Récapitulatif des pièces demandées par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

-
-
-
-
-

I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant.

Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

- a) n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015
- b) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

(Cocher les cases correspondantes.)

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 135 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, en produisant en annexe du présent document :

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article 127 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 qui est joint au présent document ;

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

A , le A , le

Le sous-traitant :

Le candidat ou le titulaire :

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A , le

Le représentant du pouvoir adjudicateur :

Philippe ROCHETEAU
Président de la Sogeba

ANNEXE N° ... : DESIGNATION DES CO-TRAITANTS ET REPARTITION DES PRESTATIONS

<i>Désignation de l'entreprise</i>	<i>Prestations concernées</i>	<i>Montant H.T.</i>	<i>Taux T.V.A.</i>	<i>Montant T.T.C.</i>
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
	<i>Totaux</i>			